

ZOOM

Retraites : les pistes sur la table pour améliorer les pensions des mères de famille

Les partenaires sociaux s'accordent pour dire qu'il est possible d'améliorer les pensions des femmes, considérées comme les grandes perdantes de la réforme de 2023. Avec différentes options envisagées par le patronat et les syndicats.



Le Medef s'est montré prêt à revoir le mode de calcul de la retraite des femmes ayant eu des enfants. (iStock)

Par **Solenn Poullennec**

Publié le 11 juin 2025 à 11:33 | Mis à jour le 11 juin 2025 à 19:52

Les mères de famille pourraient tirer leur épingle du jeu des débats sur les retraites entre les syndicats et le patronat qui ont repris ce mercredi. Si les partenaires sociaux **paraissent toujours aussi difficiles** à réconcilier à quelques jours de la fin de la négociation



Particuliers ou Entreprises : des offres adaptées à vos besoins

J'en profite !

serait plus calculé sur les 25 meilleures années de rémunération mais sur les 23 ou 24.

« Cela améliorera mécaniquement leur niveau de pension », affirme l'organisation patronale.

Priorité de la CFDT

Déjà la semaine dernière, les syndicats et organisations patronales évoquaient des compromis possibles sur le sujet. « Sur les mères de famille, je pense que oui, on pourrait aller assez vite sur un accord », déclarait ainsi le représentant de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), Eric Chevée, à l'issue de la dernière séance de négociation entre partenaires sociaux la semaine dernière. « La discussion semble possible », estimait le même jour le négociateur de la CFDT, Yvan Ricordeau.



**La France est sous
c'est la fin de sa ca**

elephantest.com

L'amélioration de la retraite des femmes fait partie des priorités fixées par le premier syndicat de France lors du lancement dudit « conclave ». **La réforme de 2023** a été jugée comme particulièrement pénalisante pour les femmes car en repoussant l'âge de départ de 62 à 64 ans, elle empêche nombre d'entre elles de tirer parti des trimestres accordés à celles qui ont eu des enfants (8 trimestres par enfant dans le régime général).

LIRE AUSSI :

- **DECRYPTAGE - Retraites : la CFDT rejette tout compromis « low cost » sur l'âge de départ à 64 ans**
- **DOSSIER - Conclave sur les retraites : ce qu'il faut savoir**

Après la montée en charge de la réforme, c'est-à-dire quand la génération née en 1968 tournera la page de la vie active à 64 ans, autour de 100.000 femmes par génération seraient ainsi perdantes. évalue la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) dans des



Particuliers ou Entreprises : des offres adaptées à vos besoins

J'en profite !

rendus totalement inutiles par la réforme. Car s'ils ne permettent pas d'avancer la date de

départ à la retraite, ils restent la plupart du temps clés pour le calcul du montant de la pension (qui tient compte des trimestres acquis par rapport à la durée de cotisation réglementaire).

Elargir la surcote créée en 2023

Quoi qu'il en soit, pour amortir les effets de la réforme de 2023, la CFE-CGC a proposé d'élargir le système de surcote mis en place à l'époque, justement pour compenser ses effets pour les femmes. Celui-ci prévoit que les mères de famille ayant plus que le nombre de trimestres réglementaires à 63 ans puissent voir leur pension augmentée à raison de 1,25 % par trimestre, soit un maximum de 5 %.

LIRE AUSSI :

- **DECRYPTAGE - Déficit des retraites : le rapport du COR défend « le recul de l'âge de départ »**

Le syndicat propose de rendre possible une surcote dès 62 ans, ce qui permettrait donc d'aller jusqu'à 10% de bonification. « Entre 25 et 30 % des femmes selon les générations bénéficieraient de cette nouvelle mesure », a estimé la CNAV, dans des documents consultés par « Les Echos ». La pension moyenne des femmes, inférieure à celle des hommes du fait des différences de salaires, s'améliorerait d'environ 1 %, sachant que la mesure bénéficierait « principalement » aux personnes ayant une pension « intermédiaire et supérieure ». Un tel aménagement coûterait 60 millions d'euros à 2030, 520 à 2035 et près de 2 milliards à 2045, selon la CNAV. Un montant donc assez élevé à terme.

Cette proposition est à rebours de celle du Medef qui suggère au contraire de supprimer cette surcote pour financer la révision du mode de calcul de la pension des mères de famille, sans donner plus d'indications sur son coût. La piste d'une révision du mode de calcul est plutôt bien accueillie dans le camp syndical. « Le sujet est intéressant » a déclaré ce mercredi Christelle Thieffinne de la CFE-CGC, car « cela va toucher plus de personnes et plus de populations [qu'un élargissement de la surcote] ». Celle-ci pointe cependant du doigt le fait que le Medef n'est pas prêt à mettre plus d'argent sur la table en faveur des femmes. D'où son idée de cumuler la surcote et la révision du mode de calcul des pensions des mères. « Mettons les deux sur la table et faisons les deux ».

Un système forfaitaire plutôt que proportionnel

La CFTC plaide de son côté pour rabaisser l'âge d'annulation de la décote, aujourd'hui fixé



Particuliers ou Entreprises : des offres adaptées à vos besoins

J'en profite !

patronat, où l'on s'inquiète de leur coût.

LIRE AUSSI :

- **DECRYPTAGE - Retraite : le défi que les femmes doivent encore relever**

Publicité

Pas sûr par ailleurs qu'un compromis sur un sujet spécifique comme celui des pensions des mères de famille suffise aux syndicats. L'issue du conclave est toujours incertaine même si le Medef, longtemps resté sur la défensive, a mis mardi soir plusieurs cartes importantes sur la table en proposant, outre des aménagements sur les pensions des femmes, une remise à plat de la prise en compte de la pénibilité de certains métiers et si les syndicats ont ouvert la porte mercredi à un compromis sans retour en arrière sur l'âge de départ en retraite à 64 ans.

Solenn Poullennec

THÉMATIQUES ASSOCIÉES

Syndicats

Retraites

Emploi & Salaires

Publicité



Particuliers ou Entreprises : des offres adaptées à vos besoins

J'en profite !